

RDCongo/Funérailles de l'opposant Tshisekedi Embrouilles autour d'un cercueil

AFP

Kinshasa/RDCongo

Dès lors, plus personne ne se risque à avancer une date pour le rapatriement de la dépouille à laquelle un nouvel hommage a été rendu hier à Bruxelles.

L'ORGANISATION des obsèques de l'opposant congolais Étienne Tshisekedi à Kinshasa se complique et prend un tour polémique après une succession d'exigences présentées par son parti et jugées "inadmissibles" par le gouvernement de la République démocratique du Congo.

Opposant à tous les pouvoirs depuis 1980, Tshisekedi est mort le 1er février à Bruxelles à 84 ans. Lundi, le retour de sa dépouille avait été annoncé pour la fin de la semaine. Mais le parti de Tshisekedi, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), a lié l'arrivée du cercueil à l'application d'une clause de l'accord de cession du pays signé le 31 décembre entre l'opposition et le pouvoir, et plus personne aujourd'hui ne se risque à avancer une date pour ce rapatriement.

L'accord de la Saint-Sylves-

tre est destiné à sortir la RDC de la crise provoquée par le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila au-delà du terme de son mandat (échu depuis le 20 décembre) et à organiser la tenue d'une présidentielle "fin 2017".

Il prévoit la nomination d'un nouveau Premier ministre issu du "Rassemblement", coalition d'opposition formée autour de Tshisekedi, mort quatre jours après la suspension de négociations infructueuses sur le partage des postes au sein du futur gouvernement d'union.

L'Église catholique, qui parraine ces négociations, a annoncé que les pourparlers ne reprendraient qu'après l'enterrement, le gouvernement souhaitant de son côté aider à l'organisation de "funérailles dignes" du Premier ministre que fut Tshisekedi au début de la décennie 1990. Mais l'UDPS a commencé à exiger la reprise sans délai des discussions, liant le retour de la dépouille de Tshisekedi à la nomination d'un nouveau Premier ministre et à son entrée en fonctions à la tête du nouveau gouvernement.

Interrogé par l'AFP, le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, a



Photo : AFP

Un nouvel hommage était rendu hier à l'opposant Étienne Tshisekedi dans l'immense basilique de Koekelberg à Bruxelles, alors qu'à Kinshasa, la polémique autour de l'organisation de ses funérailles bat son plein.

jugé ces demandes "inadmissibles" et "irresponsables".

Mardi soir, après des discussions avec la famille et le parti de M. Tshisekedi sur l'organisation des obsèques, M. Mende déclare à la télévision nationale que l'État met à disposition le Parlement "comme lieu d'exposition de la dépouille pour (...) les hommages officiels et populaires".

M. Mende, annonce également la mise à disposition par l'État - "à la demande de la famille" - de billets d'avion pour Bruxelles pour un certain nombre de cadres de l'UDPS ou de parents du défunt.

MAUSOLEE AU CENTRE-VILLE • Mercredi, l'UDPS

se fend d'une "mise au point" dans laquelle elle dit être "très indignée par (un tel) comportement récupérateur du régime en place face au deuil du président Étienne Tshisekedi". Seules "les familles biologique et politique du défunt" sont habilitées à organiser les obsèques, ajoute le parti, "ipso facto, l'UDPS n'est pas intéressée par l'offre des titres de voyage faite par l'actuel gouvernement".

L'UDPS n'en pose pas moins deux conditions à la communication par ses soins des "dates du rapatriement et de l'enterrement" : "l'érection d'un mausolée au centre-ville de Kinshasa" et "la prise en

charge de tous les frais liés aux obsèques par l'État congolais à travers le gouvernement de large union nationale en vue".

Car l'UDPS a un problème avec "l'actuel gouvernement" : il est dirigé par Samy Badibanga, ex-conseiller de Tshisekedi entré en fonctions la veille de la fin du mandat de M. Kabila à la suite d'une alliance politique signée avec le pouvoir en octobre. "Ce n'est pas le gouvernement Badibanga qui organisera ces obsèques. Ça, nous ne l'accepterons jamais", dit à l'AFP Augustin Kabuya, porte-parole de l'UDPS.

"Ce sont des gesticulations, des états d'âme de ceux qui n'ont pas trouvé leur compte dans l'accord du 31 décembre", a réagi M. Mende pour qui "le gouvernement ne voit aucun inconvénient à ce que le mausolée soit construit hors du centre ville" de Kinshasa.

Sur Twitter, plusieurs internautes s'émeuvent que toute cette polémique n'ait qu'une seule conséquence : rendre encore un peu plus incertaine la tenue d'une présidentielle à la fin de l'année, perspective jugée déjà peu réaliste.

L'Afrique en bref

• **Centrafrique/Troubles. 20 combattants tués dans le centre**

Au moins 20 combattants ont été tués dans des affrontements qui ont éclaté samedi dans une localité minière du centre de la Centrafrique entre deux factions rivales de l'ex-rébellion séléka, ont indiqué à l'AFP hier des témoins fuyant les combats.

• **Côte d'Ivoire/Armée. Poursuite des discussions gouvernement-militaires**

Les discussions entre le gouvernement ivoirien et les militaires des forces spéciales devaient "se poursuivre normalement" hier pour mettre fin à la mutinerie de ce corps d'élite qui a commencé mardi, a indiqué à l'AFP un responsable du ministère de la Défense.

• **Gambie/Sécurité. La mission militaire de la Cédéao prorogée**

La mission militaire déployée en Gambie par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) pour renforcer la sécurité du régime du nouveau président Adama Barrow, a été prolongée de trois mois, a annoncé la présidence gambienne.

• **Somalie/Présidentielle. L'espoir "Farmajo"**



Des milliers d'habitants de Mogadiscio, pour certains juchés sur les véhicules des forces de sécurité, célébraient hier dans l'allégresse l'élection la veille de leur nouveau président, Mohamed Abdullahi Mohamed "Farmajo", perçu par certains comme le seul en mesure de rassembler.

A travers le monde

• **France/Présidentielle. Les avocats de Fillon demandent l'abandon d'une "enquête illégale"**

Les avocats du candidat de la droite à la présidentielle en France, François Fillon, ont annoncé avoir demandé hier au parquet national financier de se dessaisir de son enquête ouverte pour des soupçons d'emplois fictifs visant son épouse, la jugeant "illégale".

• **Turquie/Accident. Trois soldats tués dans un raid russe en Syrie**

Trois soldats turcs ont été tués "accidentellement" hier dans un raid de l'aviation russe dans le nord de la Syrie, a annoncé l'armée turque.

Etats-Unis/Politique

Rien ne va plus entre Trump et les juges

AFP

Washington/Etats-Unis

Et le nouveau maître de la Maison Blanche ne craint apparemment pas de se mettre à dos l'institution judiciaire.

CRITIQUE par le propre magistrat qu'il a nommé à la Cour suprême, Donald Trump a lancé hier une nouvelle salve d'attaques sur Twitter, dans un contexte de vives tensions avec l'institution judiciaire.

Dans cette ambiance délétère était attendue d'ici la fin de la semaine une décision capitale de la cour d'appel de San Francisco, censée remettre en vigueur - ou non - le très controversé décret migratoire du nouveau président.

M. Trump a visiblement peu apprécié les confidences faites en privé par Neil Gorsuch, le brillant juriste qu'il a soigneusement sélectionné pour la plus haute juridiction du pays.

M. Gorsuch a estimé "décourageants" et "démoralisants" les récents commentaires du président raillant le magistrat de Seattle qui a suspendu l'application de son décret et malmenant le principe d'indépendance des tribunaux.

Le haut magistrat a ainsi fait part de sa consternation lors

d'un entretien avec le sénateur démocrate du Connecticut Richard Blumenthal. Celui-ci s'est ensuite empressé de rendre publics ces propos.

Interrogé par l'AFP, le porte-parole de M. Gorsuch, Ron Bonjean, a dans un premier temps confirmé la réalité des termes utilisés par le juge conservateur de 49 ans, appelé à occuper le neuvième siège de la Cour suprême.

Mais Donald Trump, qui depuis sa prise de fonction tolère difficilement les critiques, a répliqué hier matin par son arme favorite, son compte Twitter.

"ENORME MENSONGE" • "Le sénateur Richard Blumenthal, qui n'a jamais combattu au Vietnam contrairement à ce qu'il a affirmé pendant des années (énorme mensonge), déforme maintenant ce que le juge Gorsuch lui a dit ?", a questionné le président.

Dans un nouveau communiqué hier, le porte-parole de Neil Gorsuch a tenté de désamorcer la controverse. Le juge Gorsuch, a expliqué Ron Bonjean, "a clairement dit dans ses discussions avec les sénateurs, y compris avec le sénateur Blumenthal, qu'il ne pouvait parler d'affaires précises et que l'éthique judiciaire lui interdisait de commenter des sujets politiques". "Tout en précisant qu'il ne faisait allusion à aucun cas



Photo : AFP

Le président Donald Trump, qui supporte difficilement la critique, s'en est de nouveau pris vivement aux juges hier.

particulier, il a déclaré considérer démoralisante et décourageante toute critique de l'intégrité et de l'indépendance d'un juge", a poursuivi M. Bonjean.

Même s'il joue gros devant la cour d'appel de San Francisco, le nouveau maître de la Maison Blanche ne craint apparemment pas de se mettre à dos l'institution judiciaire, allant même jusqu'à faire pression sur les magistrats appelés à se prononcer sur sa mesure emblématique.

Dénonçant mercredi une justice "politisée", Donald Trump a fourni une explication de texte juridique pour conclure que "même un lycéen de niveau médiocre comprendrait" que les juges se devaient de statuer en son sens ("L'Union" d'hier). Il avait quelques jours auparavant qualifié de "pseudo-juge" le magistrat fédéral

James Robart qui avait suspendu son décret anti-immigration et taxé de "ridicule" son jugement.

Sur un autre sujet polémique, Donald Trump s'en est de nouveau pris hier au sénateur républicain John McCain, pourtant élu de son camp.

M. Trump ne pardonne pas à cet ancien héros de la guerre du Vietnam d'avoir qualifié d'"échec" un raid mené au Yémen qui a fait plusieurs victimes civiles et s'est conclu par la mort d'un soldat américain.

Cette première opération militaire importante autorisée par Donald Trump a au contraire été "un immense succès", a affirmé Sean Spicer, porte-parole de la Maison Blanche, sans toutefois détailler les informations vitales qui auraient été collectées par les forces spéciales américaines.

McCain "NE SAIT PLUS GAGNER" • "Le sénateur McCain devrait s'abstenir de ses commentaires à la presse sur le succès ou l'échec d'une mission. Cela ne peut qu'enhardir l'ennemi", a tweeté le président.

John McCain "est depuis tellement longtemps un perdant qu'il ne sait plus comment on fait pour gagner. Il n'y a qu'à voir le désordre dans lequel se trouve notre pays", a ajouté M. Trump.

Dans ce contexte de rancœur, il n'est pas évident que la confirmation mercredi soir de l'ultra-conservateur Jeff Sessions au poste de ministre de la Justice va apaiser les esprits.

Aucun sénateur démocrate hormis un n'a appuyé cette nomination et, au sein des services désormais sous le contrôle de M. Sessions, beaucoup s'inquiètent d'une chasse aux sorcières.

La division des droits civiques du ministère américain de la Justice, qui a connu une forte expansion sous les mandats de Barack Obama, s'attend notamment à voir son influence se réduire considérablement.

Cette division a ouvert, sous l'ancienne administration, 25 enquêtes sur des services de police suspectés d'abus contre les Noirs. Les experts s'attendent à une chute des investigations de ce type sous Donald Trump.

Photo : AFP